

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

ACCORD-CADRE À MARCHÉS SUBSÉQUENTS











AOO – 20250087001000

**PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS EN CREDIT-BAIL
POUR LES BESOINS DES HOPITAUX HAINAUT CAMBRESIS, DU
GCS SHAB ET DU GCS HOSPILINGE**

Etablissement support :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle Services – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	AOO – 20250087001000 PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS EN CREDIT-BAIL POUR LES BESOINS DES HOPITAUX HAINAUT CAMBRESIS, DU GCS SHAB ET DU GCS HOSPILINGE
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée (période initiale)	1 an
	Reconductions	Avec (3 * 1 an)
	Prix	Prix global et forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Respect des droits humains / Qualité de vie au travail	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Intervenants	6
3.1 - Responsables physiques du bon déroulement du contrat	6
3.2 - Personnels assurant les prestations	6
3.3 - Changement de personnels	6
4 - Confidentialité	6
5 - Protection des données à caractère personnel	7
7 - Durée	7
7.1 - Durée de l'accord-cadre	7
7.2 - Durée des marchés subséquents	8
8 - Prix	8
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
8.2 - Modalités de variation des prix	8
8.3 - Modalités d'actualisation des prix	8
9 - Développement durable	9
10 - Garanties financières	9
11 - Avance	9
12 - Modalités de règlement des comptes	9
12.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	9
12.2 - Présentation des demandes de paiement	10
12.3 - Délai global de paiement	10
12.4 - Paiement des cotraitants	10
12.5 - Paiement des sous-traitants	10
13 - Passation / Modalités d'attribution des marchés subséquents	11
13.1 - Lettre de consultation du marché subséquent	11
13.2 - Modalités de remise des offres	11
13.3 - Délai de réponse	11
13.3 - Analyse et classement des offres des marchés subséquents	12
13.4 - Délai de validité des offres des marchés subséquents	12
13 - Conditions d'exécution des marchés subséquents	12
14 - Constatation de l'exécution des prestations	13
15 - Garantie des prestations	13
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	13
17 - Pénalités de retard	13
18 - Assurances	14
19 - Clause de réexamen	14
19.1 - Ajout / Sortie d'un établissement (dans l'accord-cadre)	15
19.2 - Ajout de prestations complémentaires dans un marché subséquent	15
20 - Résiliation du contrat	16
20.1 - Conditions de résiliation du contrat	16
20.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents	16
20.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	16
21 - Règlement des litiges et langues	17
22 - Dérogations	17

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

AOO – 20250087001000
**PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS EN CREDIT-BAIL POUR LES BESOINS
DES HOPITAUX HAINAUT CAMBRESIS, DU GCS SHAB ET DU GCS HOSPILINGE**

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés subséquents passés sur son fondement.

Etablissements bénéficiaires :

- Centre hospitalier de Denain ;
- Centre hospitalier de Felleries-Liessies ;
- Centre hospitalier de Fourmies ;
- Centre hospitalier d'Hautmont ;
- Centre hospitalier de Jeumont ;
- Centre hospitalier de Le Quesnoy ;
- Centre hospitalier de Maubeuge ;
- Centre hospitalier de Saint-Amand les Eaux ;
- Centre hospitalier de Valenciennes ;
- GCS SHAB – Laboratoire ;
- GCS Hospilage.

Le Centre hospitalier de Valenciennes, établissement support des hôpitaux Hainaut Cambrésis, agit en tant que pouvoir adjudicateur.

L'accord-cadre ne suppose pas nécessairement une exclusivité d'achat auprès de ses titulaires. Dans le cas d'une acquisition d'un bien / d'un service dans une centrale d'achat disposant également d'une offre de crédit-bail, les établissements bénéficiaires ont la possibilité de définir leur propre stratégie en recourant à l'un, ou à l'autre. Cela est également possible en cas d'absence de réponse à un marché subséquent.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots (absence de prestations distinctes).

L'accord-cadre est attribué à **5 opérateurs économiques maximum** (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres). Tous les participants sont ensuite considérés comme candidats pour les marchés subséquents.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans montant minimum mais avec un montant maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du code de la commande publique. Il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Montant maximum : **14 150 500,00 € H.T.** par période d'exécution.

Les marchés subséquents sont conclus sous la forme de marchés ordinaires, à prix global et forfaitaire.

1.4 - Respect des droits humains / Qualité de vie au travail

Le pouvoir adjudicateur rappelle que les titulaires veillent au respect des droits humains et aux obligations qui en découlent et favorisent la qualité de vie au travail. Par conséquent, les titulaires respectent le code du travail du pays où ils se trouvent et les règles internationales fixées par le Bureau international du travail (BIT) relatives à son secteur d'activité.

De plus, les titulaires mettent en œuvre les actions correctrices, les améliorations ou les actions préventives visant à remédier aux atteintes et aux risques d'atteinte aux droits humains au travail identifiés durant l'exécution de l'accord-cadre. Ces actions visent les activités des entreprises et de leur chaîne de fournisseurs et sous-traitants.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement aux titulaires, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

Pièces contractuelles de l'accord-cadre :

- L'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre, de chacun des titulaires ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues pour l'exécution du contrat, de chacun des titulaires (permettant notamment d'identifier leurs modalités de gestion : organisation, identification des responsables physiques dédiés à l'exécution des prestations, coordonnées et toute information utile facilitant la gestion ainsi que leurs pratiques en faveur du développement durable : taux de financement préférentiel si l'objet du financement porte sur un bien / un service répondant à des critères environnementaux ou de durabilité).

Pièces contractuelles des marchés subséquents :

- Les pièces constitutives de l'accord-cadre ;
- L'acte d'engagement (AE) du marché subséquent ;
- La lettre de consultation du marché subséquent ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique et financière du marché subséquent ;
- Le contrat de financement associé.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi. En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut.

Le fait de répondre à l'accord-cadre suppose l'acceptation sans aucune réserve des exigences définies dans les pièces contractuelles, de la part des titulaires.

Les conditions générales de vente (CGV) des titulaires, même imposées habituellement à leur clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne sont pas applicables et sont d'office exclues de l'accord-cadre sans qu'il ne soit nécessaire pour le pouvoir adjudicateur de prendre une décision spécifique en ce sens.

3 - Intervenants

3.1 - Responsables physiques du bon déroulement du contrat

Les responsables physiques sont désignés par les titulaires dans leur acte d'engagement (AE) comme interlocuteurs uniques. Ils sont garants du bon déroulement de l'accord-cadre. À ce titre :

- Ils se tiennent informés des réglementations en vigueur et de leur évolution, en lien avec l'objet de l'accord-cadre ;
- Ils connaissent les documents contractuels et ont la connaissance de l'exécution des prestations dues à l'accord-cadre ;
- Ils sont responsables de la qualité de l'ensemble des prestations et de leur bonne exécution en s'assurant qu'elles sont réalisées conformément aux prescriptions administratives et techniques définies par le pouvoir adjudicateur ;
- Ils assurent l'échange et la diffusion des informations ;
- Ils informent régulièrement le pouvoir adjudicateur de tous problèmes liés à l'exécution de l'accord-cadre.

3.2 - Personnels assurant les prestations

Les titulaires sont responsables de la définition du nombre de personnes mis en place pour faire face à leurs obligations contractuelles. Les titulaires certifient sur l'honneur que les prestations sont réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 3243-1 et L. 1221-13 du code du travail.

Les titulaires s'engagent à faire exécuter les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation adéquate, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

3.3 - Changement de personnels

Conformément à l'article 3.4 du CCAG-FCS, en cas de changement d'interlocuteur unique, les titulaires doivent le notifier sans délai au pouvoir adjudicateur.

En cas de problèmes graves et justifiés, les titulaires reconnaissent le droit au pouvoir adjudicateur d'exiger le remplacement de tout personnel moyennant un préavis de 15 jours. La désignation doit faire l'objet d'un accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Si le pouvoir adjudicateur juge que le niveau technique des personnels des titulaires est insuffisant, il adresse aux titulaires un courrier demandant le remplacement de cet intervenant par un nouveau.

Quel que soit le motif de changement d'un personnel, le délai de remplacement d'un personnel n'est pas suspensif du délai contractuel de réalisation de la prestation.

4 - Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les titulaires doivent informer leurs sous-traitants des obligations de confidentialité.

- - -

Les titulaires sont tenus contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières) des offres des fournisseurs des matériels à financer, auxquelles ils peuvent avoir accès. Les titulaires s'engagent à faire respecter ces dispositions par leurs personnels / préposés.

Les titulaires, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du pouvoir adjudicateur, s'engagent à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ce dernier, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur. La méconnaissance de cette prescription obligerait les titulaires à en couvrir les entières conséquences.

Les titulaires veillent donc à signer un **accord de confidentialité** pour obtenir les devis nécessaires à la détermination des loyers. Cela vaut également pour le marché subséquent fictif, servant uniquement à sélectionner les titulaires de l'accord-cadre. Cette clause de secret continuera de lier les titulaires pendant une période de 5 ans à compter du terme de l'accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et les titulaires celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Les titulaires peuvent donc, en cas de manquement à leurs obligations en matière de protection des données, voir leur responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

7 - Durée

7.1 - Durée de l'accord-cadre

Période initiale :

L'accord-cadre est conclu pour une **période initiale de 1 an**, à compter de sa date de notification aux titulaires.

Reconductions :

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. **Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3**. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Les titulaires ne peuvent pas refuser la reconduction.

Au plus tôt, de manière anticipée :

Dans le cas où le montant maximum serait atteint avant le terme de la période considérée (la période initiale ou l'une des périodes de reconduction), le pouvoir adjudicateur informe par écrit les titulaires de la reconduction anticipée de l'accord-cadre. La durée maximale de l'accord-cadre sera ainsi réduite au prorata des mois anticipés.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Les titulaires ne peuvent pas refuser la reconduction.

7.2 - Durée des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine sa propre durée (**de 3 à 10 ans**).

8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix intègrent :

- Le coût d'acquisition du bien / du service (prix du fournisseur, HT/TTC selon le schéma retenu...) ;
- Le coût du financement (intérêts, marge bancaire, frais annexes...) ;
- Les loyers de crédit-bail (périodicité définie : trimestriels).

Les prix s'entendent "toutes charges comprises", incluant la totalité des frais prévisibles, que les titulaires peuvent anticiper avec certitude ou quasi-certitude au moment de la passation de chaque marché subséquent et qui sont nécessaires à son exécution.

8.2 - Modalités de variation des prix

Pour chaque marché subséquent, à compter de la date de prise d'effet de la location, les financements accordés sont consentis à **taux fixe**. Celui-ci est ferme et non révisable.

Ce taux fixe est déterminé lors de la mise en concurrence des marchés subséquents, entre les titulaires de l'accord-cadre.

Ce taux fixe, qui couvre l'ensemble des coûts liés à l'opération de financement, s'applique sur l'intégralité de la durée du crédit-bail, sans possibilité de révision.

8.3 - Modalités d'actualisation des prix

Pour chaque marché subséquent, les prix indiqués dans l'offre des titulaires sont établis à la date de remise de l'offre.

En cas de décalage entre cette date et la date effective de livraison du bien / du service de plus de 3 mois, **les loyers peuvent être actualisés** pour refléter l'évolution du coût d'acquisition du bien / du service ou du financement.

Les choix de la formule et de(s) (l')indice(s) de référence utilisés pour le calcul de l'actualisation des prix doivent être explicitement mentionnés dans l'offre des titulaires ainsi qu'à l'article 4 de leur acte d'engagement (AE). Ce choix est ferme et définitif pour toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Les règles suivantes s'appliquent à la variation d'un indice :

- Si la variation de l'indice entre A et B est inférieure ou égale à $\pm 0,1\%$, le taux financier initial est maintenu sans ajustement ;
- Si la variation entraîne un taux financier révisé inférieur à 0 %, un taux plancher de 0 % est appliqué.

Il est expressément stipulé que le taux révisé ne peut en aucun cas être inférieur à 0 %.

Cette actualisation couvre uniquement l'évolution du coût du bien / du service ou du financement et non des frais accessoires non liés à la livraison.

Les titulaires doivent notifier au pouvoir adjudicateur toute actualisation des prix au moment de la livraison, accompagnée des justificatifs des indices utilisés.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours pour vérifier le calcul et demander des précisions, si nécessaire.

Les variations dues à des modifications de caractéristiques du bien / du service demandées par le pouvoir adjudicateur ou à des événements exceptionnels restent hors champ de cette actualisation.

9 - Développement durable

Les titulaires sont incités à proposer un **taux de financement préférentiel** si l'objet du financement porte sur un bien / un service répondant à des critères environnementaux ou de durabilité, notamment :

- Produits bénéficiant d'un écolabel reconnu (de type écolabel européen, NF environnement, FSC/PEFC...) ;
- Equipements à haute performance énergétique (classe A ou équivalent) ;
- Produits recyclés ou contenant des matériaux recyclés à hauteur valeur significative ;
- Services intégrant des engagements de réduction d'empreinte carbone ou d'économie circulaire (maintenance écoresponsable, logistique verte, etc...) ;
- Biens respectant des certifications environnementales reconnues (HQE...).

Cette clause a pour objectif d'encourager les pratiques de financement responsable, en ligne avec les engagements des hôpitaux Hainaut Cambrésis en matière de développement durable.

10 - Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

11 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

12 - Modalités de règlement des comptes

12.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Acomptes :

Aucun acompte ne peut être versé aux titulaires avant la livraison du bien / du service ou le début de la prestation de financement.

Les titulaires perçoivent uniquement :

- Les paiements périodiques (loyers) prévus dans le marché subséquent, couvrant le capital financé, les charges financières et les frais accessoires obligatoires ;
- Le paiement final, incluant, le cas échéant, l'option d'achat prévue au contrat de crédit-bail.

Paiements partiels définitifs :

Les paiements correspondant aux loyers sont effectués selon une **périodicité trimestrielle**.

Les paiements périodiques sont définitifs, sauf révision prévue par la clause d'actualisation.

Le paiement final inclut, le cas échéant, l'option d'achat prévue au contrat de crédit-bail.

Il correspond au solde des loyers restant dus, majoré de l'option d'achat et ajusté selon la formule d'actualisation définie dans le présent cahier des clauses particulières (CCP).

12.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les informations à utiliser pour la facturation électronique (identifiant de la structure publique, code service et numéro d'engagement juridique) sont indiquées dans la lettre de consultation de chaque marché subséquent.

12.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues aux titulaires sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement, sur le budget propre de chaque établissement bénéficiaire.

En cas de retard de paiement, les titulaires ont droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- - -

Les loyers sont versés à date fixe.

Les factures sont payées **par mandat administratif ou prélèvement automatique**.

Dans le cas du prélèvement automatique, une convention tripartite est alors établie, entre l'établissement bénéficiaire, le créancier et le comptable public.

12.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue dans l'acte d'engagement (AE).

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

12.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation des titulaires sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

13 - Passation / Modalités d'attribution des marchés subséquents

Notification par le biais du profil d'acheteur :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 2.1 du CCAG-FCS.

13.1 - Lettre de consultation du marché subséquent

Pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence de ses titulaires, qui intervient à chaque survenance d'un besoin.

L'envoi de la lettre de consultation est adressé via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La lettre de consultation précise notamment :

- Les modalités d'accès et de téléchargement du dossier de consultation ;
- La composition du dossier de consultation ;
- Les établissements bénéficiaires du marché subséquent ;
- Les modalités de remise de l'offre pour le marché subséquent ;
- Les critères de jugement et leur pondération.

13.2 - Modalités de remise des offres

La remise de l'offre par les titulaires de l'accord-cadre est faite obligatoirement via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur : <https://www.marches-publics.gouv.fr> en accès restreint. Seuls les titulaires de l'accord-cadre reçoivent un message comprenant un lien de téléchargement vers le dossier de consultation et un mot de passe pour y accéder.

Les titulaires sont tenus de remettre une offre lorsqu'ils sont invités à soumissionner à un marché subséquent (avec la mention correspondant au numéro de la procédure du marché subséquent rappelé dans la lettre de consultation).

Les documents remis aux titulaires de l'accord-cadre, en vue de leur réponse à un marché subséquent sont :

- Une lettre de consultation ;
- Un acte d'engagement (AE) ;
- Le devis reprenant le coût du bien / du service à financer.

Les règles définies dans le cahier des clauses particulières (CCP) de l'accord-cadre s'appliquent systématiquement, pour chaque marché subséquent.

Pour chaque marché subséquent, l'objet du bien / du service nécessitant le recours au crédit-bail est mentionné dans une annexe à la lettre de consultation.

Les titulaires s'engagent à fournir un relevé annuel en janvier de l'année N pour les crédits-bails en cours de l'année N-1.

13.3 - Délai de réponse

Pour chaque marché subséquent, les offres doivent être déposées dans le délai fixé par la lettre de consultation. **Ce délai ne saurait être inférieur à 1 semaine et supérieur à 3 semaines.** Cette échéance est déterminée en fonction du montant du bien / du service à financer et de l'urgence de financement.

Il est précisé que les parties ne peuvent apporter de modifications substantielles aux termes fixés dans l'accord-cadre.

Le cas échéant, les titulaires de l'accord-cadre doivent justifier par écrit, dans le même délai, de leur impossibilité de répondre.

13.3 - Analyse et classement des offres des marchés subséquents

Les offres sont remises au stade des marchés subséquents selon les modalités précisées dans une lettre de consultation.

L'analyse des offres, dans le cadre des marchés subséquents ultérieurement lancés, est effectuée sous la responsabilité du pouvoir adjudicateur.

La négociation dans le cadre des marchés subséquents est interdite.

Les critères de jugement des offres sont les suivants :

Si le financement porte sur un bien / un service répondant à des critères environnementaux ou de durabilité :

Critères	Pondération
PRIX (total du loyer trimestriel)	95 points
DEVELOPPEMENT DURABLE (proposition d'un taux de financement préférentiel si l'objet du financement porte sur un bien / un service répondant à des critères environnementaux ou de durabilité)	5 points

Si le financement ne porte pas sur un bien / un service répondant à des critères environnementaux ou de durabilité :

Critères	Pondération
PRIX (total du loyer trimestriel)	100 points

13.4 - Délai de validité des offres des marchés subséquents

Le délai de validité des offres est fixé dans chaque marché subséquent.

13 - Conditions d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent s'exécute à compter de la date de la réception définitive des matériels.

Les titulaires doivent avoir indiqué dans leur offre le délai de mise à disposition des fonds, qui ne peut excéder 15 jours.

Echéances :

Doivent être précisés :

- L'origine du délai de la date de première échéance (date de réception avec levée des réserves) ;
- Le délai de la première échéance par rapport à la date de référence ci-dessus ;
- Le jour d'échéance (fixe ou au choix de l'emprunteur).

Les loyers sont versés **trimestriellement** sur facture à échoir par défaut. Ces conditions peuvent être revues lors de la passation des marchés subséquents (lettre de consultation).

À l'issue de la période du crédit-bail, l'établissement demandeur peut :

- Devenir propriétaire du bien / du service dans son intégralité ;
- Restituer le matériel (prestataire prévenu 6 mois à l'avance) sans frais de restitution.

Les titulaires indiquent également la valeur résiduelle (1 €) au terme du contrat.

14 - Constatation de l'exécution des prestations

Les conditions de vérification ainsi que les décisions faisant suite à ces vérifications sont définies ci-après. Celles-ci s'appliquent à l'ensemble des marchés subséquents.

Suite à la notification d'un marché subséquent, le fournisseur réceptionne le bon de commande émanant du crédit-bailleur, informe l'établissement bénéficiaire du délai de livraison du bien / du service et transmet à ce dernier un procès-verbal vierge.

À réception du bien / du service, l'établissement bénéficiaire complète ledit procès-verbal de mise en marche définitif et le retourne au crédit-bailleur, entraînant ainsi la mise en paiement des loyers, conformément à l'échéancier contractuel établi au préalable.

En toute circonstance, le bon de commande susmentionné doit être envoyé par le crédit-bailleur au fournisseur dans un **délai maximal de 8 jours calendaires** suivant la réception de la notification du marché subséquent. L'établissement bénéficiaire doit être mis en copie de cet envoi et/ou recevoir une copie automatiquement.

Les procès-verbaux doivent être fournis au format dématérialisé. **Aucun exemplaire papier ne sera envoyé.**

15 - Garantie des prestations

Les prestations font l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Pour chaque marché subséquent, les titulaires garantissent que les biens / des services sont libres de tout droit de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, à l'exception de ceux expressément signalés dans leur offre et acceptés par le pouvoir adjudicateur.

Pendant toute la durée du crédit-bail, le pouvoir adjudicateur bénéficie, sans restriction, des droits d'usage nécessaires à l'exploitation normale des biens / des services financés. Ces droits comprennent, le cas échéant, les licences de logiciels, mises à jour et documentations associées.

Les titulaires garantissent le pouvoir adjudicateur contre toute revendication ou action de tiers fondée sur la violation de droits de propriété intellectuelle liée aux biens / aux services loués. En cas de revendication, les titulaires prennent à leur charge l'ensemble des frais, condamnations et indemnités éventuellement dus à raison de cette action, ainsi que les frais liés à la défense des intérêts du pouvoir adjudicateur.

À l'issue du contrat de crédit-bail et en cas de levée de l'option d'achat, le pouvoir adjudicateur devient propriétaire des biens / des services. Les droits d'usage afférents sont alors transférés définitivement, dans la limite des droits initialement concédés.

17 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités applicables sont les suivantes :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans l'envoi du bon de commande émis par le crédit-bailleur à destination du fournisseur	Journalière (si délai supérieur à 8 jours calendaires)	200,00 €	Par jour calendaire de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

18 - Assurances

Concernant le titulaire :

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Concernant les établissements bénéficiaires :

En cas de non-adhésion à l'assurance du bailleur, les établissements bénéficiaires s'engagent à fournir l'attestation d'assurance locative souscrite, en précisant notamment le nom de la compagnie d'assurance ainsi que le numéro de police d'assurance.

Contrats d'assurance en cours :

Etablissement bénéficiaire	Type de contrat	Compagnie d'assurance	Echéance
Centre hospitalier de Denain	Contrat multirisques hôpitaux	BEAH	31/12/2029
Centre hospitalier de Felleries-Liessies	Contrat multirisques hôpitaux	SMACL	31/12/2025
Centre hospitalier d'Hautmont	Contrat multirisques hôpitaux	SMACL	21/12/2025
Centre hospitalier de Jeumont	Contrat multirisques hôpitaux	RELYENS	31/12/2025
Centre hospitalier de Le Quesnoy	Contrat multirisques hôpitaux	SMACL	31/12/2025
Centre hospitalier de Maubeuge	Contrat multirisques hôpitaux	BEAH	31/12/2025
Centre hospitalier de Saint-Amand-les-Eaux	Contrat multirisques hôpitaux	BEAH	31/12/2025
Centre hospitalier de Valenciennes	Contrat multirisques hôpitaux	Verspieren	31/12/2029
GCS Hospilinge	Contrat multirisques 100% pro	GENERALI LARD	31/12/2025
GCS SHAB	Contrat dommages aux biens	AXA	31/12/2027

19 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, les titulaires doivent notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par les titulaires.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

À compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour les titulaires.

Il est à noter que le pouvoir adjudicateur peut modifier l'accord-cadre en ajoutant des prestations supplémentaires dans les conditions définies aux articles R. 2194-2 à R. 2194-4 du code de la commande publique.

Selon l'article L-6. 4° du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut modifier unilatéralement l'accord-cadre, sans en bouleverser l'équilibre. Les titulaires n'ont pas droit à une indemnisation.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

19.1 - Ajout / Sortie d'un établissement (dans l'accord-cadre)

Le Centre hospitalier de Valenciennes, établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), agit en tant que pouvoir adjudicateur du groupement. Celui-ci comprend 10 établissements (Centres hospitaliers d'Avesnes-sur-Helpe, de Denain, de Felleries-Liessies, de Fourmies, d'Hautmont, de Jeumont, de Le Quesnoy, de Maubeuge, de Saint-Amand-les-Eaux et de Valenciennes).

Les établissements ne faisant pas partie du groupement de commande de l'accord-cadre ou n'ayant pas adhéré à tous les lots mais appartenant au groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), sont susceptibles de bénéficier de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur, le Centre hospitalier de Valenciennes, en qualité d'établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), informe les titulaires de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins 4 semaines avant le début d'exécution souhaité de l'accord-cadre du nouvel établissement adhérent.

À l'inverse, les établissements faisant partie du groupement de commande, soit dès le lancement de la procédure, soit par le biais de la clause de réexamen ci-dessus, ont la possibilité de sortir du groupement.

Cette clause peut être mise en œuvre par le biais d'une décision unilatérale notifiée au titulaire qui fixe la date effective de sortie.

La sortie d'un établissement du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC) ne donne droit à aucune compensation financière, tout comme elle n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre. Le nombre minimal d'établissements présents ne peut être inférieur à un.

Les bons de commande émis (le cas échéant) avant la notification de ce retrait doivent être exécutés dans les conditions habituelles de l'accord-cadre.

L'accord-cadre peut être transféré, par avenant, à un membre du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC) bénéficiant de l'accord-cadre, qui devient alors pouvoir adjudicateur, en lieu et place du Centre hospitalier de Valenciennes.

- - -

Cette clause s'applique aussi au GCS Hospilinge et au GCS SHAB,

19.2 - Ajout de prestations complémentaires dans un marché subséquent

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, conformément aux articles R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique, de modifier un marché subséquent par voie d'avenant afin d'y inclure l'acquisition de biens / de services ou d'options complémentaires directement liés au bien / au service principal financé dans le cadre dudit marché subséquent.

Ces achats complémentaires doivent :

- Présenter un caractère accessoire par rapport au bien / au service principal ;
- Être nécessaires à son bon fonctionnement, son adaptation ou son évolution ;
- Ne pas bouleverser l'économie générale du marché subséquent.

Le montant cumulé de ces prestations complémentaires ne peut excéder **50%** du montant initial du marché subséquent.

Dans ce cas, les titulaires s'engagent à fournir sans délai l'actualisation de l'attestation d'assurance couvrant la valeur totale du bien et des options complémentaires.

20 - Résiliation du contrat

20.1 - Conditions de résiliation du contrat

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, l'accord-cadre est résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire qui n'aurait pas justifié par 3 fois et par écrit de son impossibilité de remettre une offre dans le cadre de l'attribution des marchés subséquents, pourra se voir exclu sans indemnité de l'accord-cadre.

20.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le marché subséquent est résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques des titulaires.

- - -

En cas de résiliation anticipée et ce, à tout moment du marché subséquent, le montant dû correspond à la somme des loyers restants jusqu'au terme du contrat, augmentée du montant de l'option d'achat contractuelle, sans frais annexes.

20.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par les titulaires de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée aux titulaires dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

21 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le tribunal administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

22 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG-FCS ;
- L'article 17 du CCP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS.